

Questions ACFAgouv

Est-ce que votre parti est d'accord pour réformer la législation afin que des élections démocratiques soient organisées dans toutes les administrations et services de l'Etat?

Les Pirates s'engagent pour une bonne représentation des employés (au sens large du terme, pas seulement ceux avec le statut employé). Tout le monde doit avoir la possibilité de se tourner envers un délégué du personnel. S'il n'est pas possible d'avoir assez de candidats dans une petite administration qui sont membre d'un syndicat, il faut trouver des solutions afin de garantir que de vraies élections peuvent avoir lieu.

Est-ce que votre parti est d'accord pour réformer la réglementation sur le recrutement afin de supprimer tout arbitraire éventuel lors de la deuxième tape du recrutement et de la rendre transparente comme tel doit être le principe dans tout état démocratique?

Notre parti juge un deuxième test, axée sur le profil spécifique du poste, nécessaire pour les postes en question. Pour éviter un traitement arbitraire le CGPO pourrait évaluer et contrôler le test pour la deuxième partie de l'examen-concours.

Est-ce que votre parti est d'accord pour faire, ou faire faire- une analyse approfondie des engagements de personnel dans les départements ministériels au cours des 4 dernière périodes législatives?

Les Pirates sont convaincus que chaque poste dans la fonction publique doit être pourvu par un candidat qualifié. Cependant, il n'y a aucun sens économique de créer des emplois pour des profils scientifiques, comme par exemple pour des politologues ou biologistes, pour des emplois qui ne nécessitent pas de ces compétences. Il s'agit effectivement d'une pratique de mauvaise allocation de ressources, tant pour l'État comme pour le candidat qui remplit ce poste. Nous sommes d'accord qu'il faut contrôler que les descriptions de postes et les embauches auprès de l'État soient évaluées par le CGPO, ensemble avec (par exemple) les syndicats, afin d'assurer un recrutement juste et efficace.

Est-ce que votre parti est d'accord que la protection du fonctionnaire par rapport au harcèlement moral devrait être assurée et sanctionné par une instance neutre, à savoir par le Commissaire aux affaires disciplinaires, à l'instar de la procédure d'intervention prévue par l'ITM?

Notre parti vise un outil/une instance uniforme et efficace contre le harcèlement moral tant que dans le secteur privé qu'au secteur public. La procédure d'intervention de l'ITM est encore trop restrictive dans nos yeux. Par exemple, il reste impossible de faire une réclamation anonyme auprès de l'ITM.

Est-ce que votre parti partage notre conviction que le télétravail doit devenir un droit pour le personnel administratif et devrait s'étendre sur au moins 2/5 du temps du travail?

Le Parti Pirate s'engage pour une flexibilisation du temps de travail et nous voulons promouvoir le télétravail dans le secteur public et dans le secteur privé.

Nous sommes aussi conscients des certains aspects négatifs du télétravail (entre autres : la séparation du travail et de la vie privée, les heures supplémentaires, le droit à la vie privée et à la pause) et donc l'État doit fournir un cadre juridique clair pour garantir les droits du salarié. Cependant, le télétravail donne clairement aux gens la flexibilité et le temps de remplir l'une ou l'autre petite commission avant ou après le travail. De plus, le télétravail a également un effet positif sur la situation du trafic dont nous bénéficierons tous, donc le télétravail doit être rendu possible par l'employeur - y inclus l'État - là où c'est possible et souhaitable. Le télétravail devrait être possible au bureau mais aussi dans des espaces de coworking (ou bureaux satellites).